

Comité National Français de Géographie.

Compte-rendu de la réunion du samedi 5 février 2005.

Tenue dans le petit amphithéâtre de l'Institut de Géographie.

Ordre du jour :

- 1 Mise au point.
- 2 Bilan financier
- 3-bilan CNU et prix des thèses.
- 4 Journées géographiques au Maroc : André Humbert
- 5 projet de colloque : la géographie dans les masters
- 6 congrès de Brisbane: excursion pré congrès, ouvrage.
- 7 Commissions
- 8 Site, cotisations, Cofusi.

Liste des membres du Conseil présents :

Jeanne-Marie AMAT-ROZE, Paul ARNOULD, David BLANCHON, Yves BOQUET, Philippe BOULANGER, Maurice BURAC, Laurent CARROUE, Jean-Louis CHALEARD, Gilles FUMEY, Gérard HUGONIE, André HUMBERT, Gérard JOLY, Bertrand LEMARTINEL, Robert MARCONIS, Bruno MELLINA, Nancy MESCHINET DE RICHEMOND, Alain MIOSSEC, Jean Robert PITTE, Roland, POURTIER, Stéphane ROSIERE, Jean SOUMAGNE, Bénédicte THIBAUD, Pierre-Jean THUMERELLE, Jean-Louis TISSIER, Colette VALLAT, Yvette VEYRET-MEKDJIAN.

Excusés:

François BART, Jean BASTIE, Monique DACHARRY, Jean DERCOURT, Alain METTON, Christian PIERRET.

Absents :

Céline BROGGIO, Alain HUETZ DE LEMPS, André JOURNAUX, Jean-Claude LEFEUVRE, Christian PIHET

1- Mise au point.

Le Conseil du Comité National de Géographie tient d'abord, par la voix de son secrétaire, à s'excuser d'un membre de phrase du précédent rapport qui a choqué certains de nos collègues. En parlant dans son compte-rendu (page 6 du dernier bulletin) et à propos du prix de thèse décerné par le Comité National de la " géographie dite jadis physique ", Paul Arnould n'a jamais voulu stigmatiser une quelconque conception dépassée de la géographie. L'expression est malheureuse et chacun en est conscient, doit être réparée : le conseil et Paul Arnould présentent leurs excuses à tous ceux qui ont pu être choqué par cette expression. Alain Miossec, président du CNFG et Paul Arnould, secrétaire général sont tous les deux – comme d'autres membres du Conseil - des géographes physiciens et si leur démarche ne s'inscrit plus entièrement dans cette discipline, ils n'en renient en rien

l'exceptionnel apport scientifique pour la géographie. Ils pensent, l'un comme l'autre, œuvrer au service d'une géographie reconnue pour elle-même sans discrimination qui serait, à terme, préjudiciable à l'ensemble du corps des géographes ; ils le font au sein d'un Conseil qui partage leur conception et rappellent que le meilleur moyen de faire rayonner toutes les branches de la géographie est de participer, au plan international, aux activités des commissions de l'UGI. L'organisation même de la géographie physique, au sein de laquelle le groupe français de géomorphologie est particulièrement actif, permet à nos collègues d'occuper, pour le plus grand bénéfice de toute la géographie française, des positions innovantes. Le Conseil entend en prendre acte de la manière la plus significative et réitère à nos collègues à la fois ses excuses et ses encouragements.

2-Bilan financier 2004:

Jean Soumagne, trésorier du CNFG, dresse un bilan de l'exercice 2004. Il est marqué par une hausse significative des recettes par rapport aux années précédentes mais aussi par une augmentation encore plus importante des dépenses : celles-ci se sont montées à 19 763,24 euros contre 18 052,50 de recettes, soit un solde courant 2004 déficitaire de 1 710,74 euros.

Ceci s'explique par l'importance des débits liés à la publication de l'ouvrage "*Vers une géographie du développement durable*" pour le congrès de Glasgow de l'été 2005 ; en dépit d'une édition assurée par l'APHG, l'impression des extraits, leur brochage sous couverture particulière, les frais de transport sont venus s'ajouter à la location d'un stand sur le site du congrès. Au total, ces dépenses de "médiatisation" qui assurent la visibilité internationale du CNFG ont atteint 9 430,20 euros. Les frais de mission ont été de 6 097,04 € dont 40 % liés à l'envoi de la délégation française à Glasgow.

Côté recettes, si l'on note un léger tassement des adhésions, les cotisations ont augmenté avec 12 820 € du fait d'encaissements de cotisations en retard. Un second poste important a résidé dans les subventions versées par le Comité français des Unions Scientifiques Internationales (COFUSI), soit 4 474 €, pour l'essentiel destinées à l'envoi de la délégation française au congrès de l'UGI.

Au total, le rythme financier du CNFG est bisannuel car marqué par l'alternance d'une année de déficit, soit celle du Congrès UGI (2004), soit celle du Symposium intermédiaire (Durban 2002), et d'années bénéficiaires –car sans publications autres que le bulletin- (2001 et 2003).

3-Bilan CNU et prix des thèses

Paul Arnould, président de la section 23 du CNU , dresse un rapide bilan des qualifications aux fonctions de maîtres de conférences et de professeurs.

Il donne les chiffres des qualifications. Il rappelle que le CNU de géographie se refuse à qualifier les écologues, géologues, sociologues, anthropologues, historiens... qui n'ont pas travaillé en étroite relation avec des équipes de géographes et qui n'ont pas au moins deux géographes dans leur jury de thèse.

Il confirme qu'une HDR doit correspondre à un texte digne d'être publié quasi en l'état et ne pas correspondre à un texte de littérature grise. Il indique, pour répondre à une demande de Robert Marconis, que le CNU va à nouveau produire un texte rappelant le cahier des charges d'une HDR en géographie.

Il évoque les 15 thèses retenues pour le prix des thèses du comité national qui sera remis, comme les années précédentes, lors du festival international de géographie à Saint-Dié-des-Vosges. Le jury sera légèrement modifié du fait de l'élection de Jean -Louis Tissier au comité national. Il est prévu de demander à Sylvie Brunel de le remplacer (Sylvie Brunel a accepté depuis notre réunion)

4-Journées géographiques au Maroc :

André Humbert présente l'état d'avancement du projet des journées géographiques au Maroc. Elles se dérouleront du 29 mars au 5 avril, avec point fixe à Agadir. De nombreuses sorties de terrain sont prévues, sur le littoral entre la baie d'Agadir et le cap Ghir, dans la plaine du Souss, en compagnie des collègues de la commission de géographie rurale, un transect du Haut Atlas entre Agadir et Marrakech, une incursion dans l'Anti Atlas occidental et pour terminer une excursion dans le Haut Atlas atlantique.

Le deuxième jour, le 31 mars, sera consacré à une rencontre avec les collègues marocains et à un mini colloque sur "*Potentiel hydrique et développement économique sur les marges semi arides et méditerranéennes*"

André Humbert précise les aspects matériels du séjour, les horaires des vols, les conditions d'hébergement et les tarifs en voie de finalisation. La délégation française devrait dépasser la vingtaine de participants en plus de nos collègues ruralistes, une trentaine, qui seront sur place dès le 27 mars.

5-projet de colloque international : "*la géographie des masters, la géographie face aux masters*".

Le LMD se met en place dans les universités françaises. Cette expérience innovante fonctionne comme un parfait révélateur des forces et des faiblesses de chaque discipline comme elle expose également la diversité des potentiels offerts par les universités. Après trois années de mise en route, vague après vague, il paraît utile de réfléchir à la place de la géographie dans ce vaste concert. La géographie des masters : quelle géographie les universités proposent-elles aux étudiants ? La géographie face aux masters : quelles alliances les géographes proposent-ils dans le contexte actuel de concurrence nationale et européenne ? Sur quelles forces peuvent-ils s'appuyer et de quelles faiblesses doivent-ils être conscients dans un contexte où la montée des préoccupations environnementales place parfois ce qu'on appelle les " géosciences " en position hégémonique alors que, du côté des sciences sociales, les rapprochements ne s'expriment ni de manière nette ni franchement concurrentielles. De même, le contexte actuel, marqué par les inquiétudes du monde scientifique face à la recherche et aux politiques développées et envisagées pour l'avenir invite la communauté des géographes à s'interroger sur l'avenir de la recherche en géographie, donc sur les spécialités recherche proposées et les débouchés offerts. Sur la place des recherches pionnières et originales dans le double cadre des formations de masters comme des équipes de recherche qui les appuient ; donc également sur la place de la géographie dans les écoles doctorales. Enfin, mais ce n'est pas le moins important, il importe également de mettre à plat l'ensemble des formations professionnalisantes.

C'est à cet ensemble de questions que le colloque proposé par le CNFG entend apporter des éléments de réponse. Ce colloque est ouvert à tous les géographes des départements et instituts de géographie comme il peut être élargi aux professionnels qui œuvrent à la formation de géographes qui se destinent à autre chose qu'à la recherche. Le rythme actuel de mise en place des masters fait que pratiquement toutes les universités auront présenté leur offre de master pour la fin de l'année 2005. Les premières, celles de la vague A de la contractualisation, ont commencé la mise en place, après habilitation par le ministère, à la rentrée 2003, celles de la vague B (les plus nombreuses) à la rentrée 2004 et les Universités parisiennes (Paris et Île de France) présentent actuellement leurs maquettes. L'expérience des unes et des autres permet l'exposé des démarches conduites et des difficultés rencontrées, sur le terrain, une fois acquises les habilitations car bien des questions demeurent à ce stade.

Thèmes envisagés par demi journée: à titre indicatif

Les masters et l'Europe: avec qui ?

Les masters, les concours, l'enseignement: ignorance ou intégration?

Les masters et les recompositions disciplinaires: risques de dilution ou chance d'affirmation?

Les masters professionnels et recherche : quels débouchés?

Le colloque est ouvert à tous mais il a semblé nécessaire de contacter quelques responsables de mentions ou de spécialités de master... (à suivre)

La participation de Dominique Barjot (Directeur Scientifique MSTP 6) est envisagée, sans doute de Philippe Vidal (M. Master chez Monteil) et une introduction par Michel Lebouché (chef de la MSTP). Le colloque pourrait avoir lieu dans la seconde quinzaine de juin au Ministère de la Recherche

6-congrès de Brisbane: excursion pré congrès, ouvrage.

L'inter congrès de l'UGI doit se tenir à Brisbane, organisée conjointement par les Australiens et les Néo-Zélandais. La question de notre présence est débattue, car les coûts de déplacement et de séjour seront forcément élevés. L'idée de demander un soutien financier auprès du ministère des affaires étrangères est évoquée.

La réalisation d'un ouvrage faisant le point des recherches françaises sur le "Global Change" et ses effets régionaux mais plus largement sur les enjeux de la mondialisation est vigoureusement débattue. Il importera de trouver un titre porteur et une équipe pour piloter ce numéro spécial de la revue *Historiens et Géographes*, dont la rédaction est toujours d'accord pour accueillir ce type de mise au point.

Jean-Louis Chaléard pense que le congrès doit être une occasion de mobiliser la communauté des géographes travaillant dans l'aire pacifique.

7-Commissions

Le nouveau mandat du CNFG doit débiter par une mise au point sur le dynamisme des commissions et doit permettre de réorganiser le dispositif.

Le président Alain Miossec passe en revue les différentes commissions.

Il est notamment décidé de confier à Gérard Hugonie, nouveau vice président, qui a animé avec plusieurs collègues une réflexion d'un groupe de travail sur l'enseignement de la géographie, une nouvelle commission au périmètre élargi, intitulée "Epistémologie, histoire et enseignement de la géographie". La question des rapports avec les enseignants chercheurs travaillant avec Marie Claire Robic est un des enjeux majeurs de la viabilité de cette commission.

La présidence de la commission des phénomènes périglaciaires passe de Charles Le Cœur à Dominique Sellier.

La présidence de la commission de géographie de la population est confiée à Gérard François Dumont en remplacement de Pierre-Jean Thumerelle.

Pour la géographie de la santé Jeanne-Marie Amat-Roze remplace Gérard Salem

En géographie du commerce René-Paul Desse succède à Jean Soumagne et Nathalie Lemarchand devient secrétaire.

Pour la géographie politique Stéphane Rosière remplace Béatrice Giblin. Il annonce le programme de la commission pour l'année à venir avec la tenue en mars d'une journée d'études à Grenoble sur le thème des frontières.

Se pose la question de la présidence de la commission de géographie théorique et quantitative qui pourrait aborder aussi les questions de géomatique. La question du président reste à l'étude.

En géographie urbaine Jean Robert est remplacé par Colette Vallat.

A la présidence de la commission de géographie industrielle et emplois Sylvie Daviet, ancienne secrétaire succède à Solange Montagné-Villette

7-Site et cotisations.

Gérard Joly fait le point sur la fréquentation du site qui connaît une progression tout à fait spectaculaire;

Les cotisations sont maintenues à leur niveau de 2004

8-Divers

Pour la réunion du COFUSI du 8 février, Colette Vallat accepte de remplacer Alain Miossec et Paul Arnould indisponibles.

Le 8 mars le CNFG doit être auditionné par le COFUSI en même temps que le comité national de mécanique, celui de géologie et l'Association Française de Sciences du Sol. Le président Alain Miossec se charge de préparer un mémorandum relatant les activités du dernier quadriennal du CNFG

Paul Arnould lit une lettre d'Yves Baticle adressée au CNFG, à la tonalité nostalgique, ainsi que la réponse adressée à notre collègue.

Séance levée à 13 heures.

Paul Arnould